

Argentine info n° 30 - 31

(Fin de rédaction le 24 mars 2008, 32 ans après le putsch militaire. Le retard est dû à un problème technique sur le site et à un surcroît de travail)

Présentation brève:

Persistance des grèves et des conflits ce qui s'ajoute à la criminalisation des luttes sociales, l'adoption d'une loi antiterroriste à la demande des USA. Triste bilan pour une présidence Kirchner et le commencement de la seconde, qui ne prévoit rien pour résoudre les problèmes socio économiques de fond.

Foisonnement de milliards de \$ dans les réserves, foyers de fièvre jaune, réapparition de maladies disparues (à cause du manque d'hygiène et de nourriture), cas actuels de dénutrition d'enfants et d'adultes à une quinzaine de kilomètre de la présidence de la république, aucun plan d'envergure contre la pauvreté, mais les K et leurs acolytes se portent bien. Les associations de défense des droits de l'homme, les Mères de la place de Mai (les deux groupes rivaux) sont pratiquement muets pour dénoncer les multiples âneries dont les multiples séquelles tuent chaque jour. Les personnes les plus conscientes sur place pressentent une explosion sociale. Et, on peut le constater dans 1 – 5, 1 – 7, 1 – 8, 1 – 9, 2 – 4, 2 – 5, 3 – 3, 3 – 4, 3 – 5, l'arrogance et l'agressivité des nantis et des exploiters sont sans bornes.



18 septembre 2007 disparition de Jorge Julio López, le premier disparu de la démocratie depuis le retrait de la dictature militaire en 1983, malaise générale dans le pays et de nombreuses manifestations qui dénoncent l'incapacité du gouvernement pour informer, pour épurer les corps de répression, pour mener une enquête digne de ce nom. Autrement dit, la volonté manifeste de pactiser avec la hiérarchie militaire pour couvrir les génocidaires et leurs complices – en fait, toute la hiérarchie militaire –, en fixant les médias et la vue des citoyens sur une foultitude de cas impliquant des sous-fifres, jugés au compte goutte et à rythme d'escargots. Il n'y a rien de pourri dans la démocratie argentine, c'est la

démocratie telle qu'elle fonctionne partout avec le modèle capitaliste.

Il existe quelques exceptions, que pondère ainsi le juge Félix Crous « *Le jour où nous aurons condamné un militaire, peut-être allons nous avancer.* » (01.07.07) Argentine info n° 26, 3 – 1)

Eduardo Aliverti, journaliste conscient et courageux, reprend en partie aujourd'hui une chronique publié le 22 mars 2004 "Encore présent" (*Vigencias*): "Dans chaque idiot qui demande la répression pour en finir avec l'insécurité urbaine, comme si les causes du délit n'étaient pas structurelles et, une fois de plus, comme s'il s'agissait de régler les choses par le sang et le feu, le putsch est encore vivant. Dans le fait qu'il n'y a pas une classe dirigeante d'âge intermédiaire avec des couilles et une efficacité patriotiques, parce que ses meilleurs cadres techniques et militants ont disparu et ont été assassiné, le putsch est encore vivant. Dans chaque dollar de la dette, de cette dette impayable dont l'augmentation géométrique est née avec la dictature, le putsch est encore vivant. [...]"

Dans le répugnant "je ne savais rien", alors que les camps de concentration s'étendaient dans tout le pays, il y a un rapport pas très éloigné du "ne m'emmerdez pas, je veux travailler", et là aussi, le putsch est encore vivant. Parmi les journalistes et dans les grands médias faisant l'apologie du putsch, les intellectuels du putsch, les scribes du putsch, incapables même de faire mine d'un atome de regret en 28 ans, le putsch est encore vivant. Dans cette même presse et chez ces mêmes canailles qui continuent à offrir des pages aux ravisseurs de bébés afin qu'il y exposent leurs arguments, le putsch est encore vivant. Dans les hautes sphères ecclésiastiques qui ont béni les armes et les tortures, et les décharges électriques de 220 volts dans le vagin des femmes enceintes, si soucieuses - comme les monseigneurs et leur cortège d'hypocrites - du droit à la vie, le putsch est encore vivant. Dans les mafias de la police, dont on ne veut pas voir l'origine, mais, certes, le développement pendant les années de la dictature pour se répartir le butin pris aux disparus, le putsch est encore vivant. [...]

Et c'est cette liste qui devrait susciter quelque réflexion chez ceux qui croient que la mort du putsch est définitive et qui tombent dans le piège de la reproduction, avec des dehors rénovés, de l'idéal de ceux qui il y a 28 ans déclenchèrent la plus grande tragédie de l'histoire argentine.

Mais la fin est plus insistante, car la droite est plus virulente maintenant:

Cette réponse au pourquoi à propos des causes du débarquement de ces criminels en uniforme un 24 mars 1976 est en attente dans les instituts de formation militaire, dans la façon d'enseigner l'histoire aux enfants, dans les programmes de journalisme "indépendant", dans chaque complice et dans chaque idiot qui évitent d'approfondir les réponses dans chaque foyer, chaque discussion qu'il y a encore sur ce qui s'est passé, chaque désaccord en famille. Pour éloigné que semble aujourd'hui le putsch, il se rapproche, recroquevillé mais menaçant, chaque fois qu'on se désintéresse si on extrade un répresseur, si on croit que c'est le temps des cavernes quand on juge les coupables des fusillades de Trelew [voir 3 – 4] et la Triple A, si on cherche une façon d'accélérer les procès des criminels. A chaque fois qu'on est indifférent, comme à chaque fois qu'on l'est chaque tour sans nouvelle de López, le putsch est encore vivant.

La liste qui le démontre doit maintenir en alerte constante les franges les plus lucides de la société. Cela paraît une évidence presque irrespectueuse, mais certains sont tombés dans l'immobilité, ou dans le conformisme, à partir de se satisfaire des quelques carottes que le pouvoir a su intelligemment agiter. Le journaliste que je suis insiste sur le fait que cette liste devrait entraîner des réflexions chez ceux qui croient que la mort du putsch est absolument définitive. Et chez ceux qui tombe dans l'erreur de vouloir reproduire, avec des dehors remodelés, les idéaux des personnes qui, il y a 32 ans, déclanchèrent la plus grande tragédie de l'histoire argentine. (Página 12, 24.03.08)

(Présentation globale dans le n° 26 ; complicité de María Esther Tello)

Contenu

1) Luites en cours

1 – 1 Occupation du ministère de l'Education par les enseignants

1 – 2 Piqueteros K à l'attaque: 'occupation du ministère du Développement

1 – 3 Le syndicat contre les travailleurs du Casino flottant

1 – 4 Flics contre cartoneros

1 – 5 Gâchette facile « Le pire délit en Argentine, c'est d'être jeune et pauvre »

1 – 7 Syndicalisme de combat dans la hiérarchie

1 – 8 Emigration crucifixion

1 – 9 Jorge Julio López 18 mois de disparition = merci à l'efficacité des présidents Kirchner !

2) Sacré pays

2 – 1 De « Notes de fin d'année » aux « insatiables » et aux piqueteros Benz ou 4 x 4

2 – 2 Pauvreté et incapacité parentale

2 - 3“ Des balles perdues, affaires privées et affaires publiques ”

2 – 4 Province de La Pampa: veto contre une loi régulant les avortements non condamnables par la loi

2 – 5 “L'avortement, une affaire de politique criminel ou de politique sanitaire ?

3) Mémoire historique et assassinats récents

3 – 1 la Justice italienne demande l'arrestation de 140 répresseurs impliqués dans le plan Condor

3 – 2 Les génocidaires ne vont pas aller en prison avec les droits communs

3 – 3 Febres, un assassin assassiné par ses collègues

3 – 4 Massacre Trelew et compagnie, service d'assesseurs juridiques militaires pour militaires assassins

3– 5 – Génocidaires hier, fonctionnaires aujourd'hui [de l'Argentine à la France]

3 – 6 Avec la bénédiction de la Bonaerense [police de Buenos Aires] ou bonne formation, bonne réaction

3 – 7 Un viol lésant tous les droits ou comment parler de femmes en passant sous silence le génocide des Argentins toba essayant de survivre contre le pseudo modèle démocratique

3 – 8 "La communauté juive en Argentine durant la dernière dictature militaire"

1) Luites en cours

1 – 1 Occupation du ministère de l'Education par les enseignants (*Hoy*, 13.12.07) après leur manifestation, comme ils n'ont pas été reçu par le nouveau ministre, ils ont occupé le Ministère, en attendant d'être reçus par Scioli, le nouveau gouverneur de la province de Buenos Aires. Ils étaient accompagnés par différents secteurs en lutte, les travailleurs de Mafissa pour la réincorporation des 103 travailleurs licenciés il y a quelques semaines par le patron et pour des augmentation de salaire, les écologistes demandant la fermeture de la CEAMSE [une entreprise d'état pseudo écologiste de recyclage de déchets]; ceux réclamant la Justice pour l'assassinat d'une camarade, Sandra. Les enseignants protestent contre les retenus de salaires pour faits de grève en 2007 et sont membres du syndicat SUTEBA [Syndicat unifié des travailleurs de l'éducation de la province de Buenos Aires]. Parallèlement, Evelina Unkrodt et Fabiana Uro, s'étaient enchaînées au

grille du palais du gouverneur depuis plus d'une semaine, à cause de retenues de 400 et 500 pesos sur leurs salaires bien éloigné du panier minimum de la ménagère. On peut déduire d'une information de SUTEBA du 4 Février que peu a été obtenu puis le syndicat demande 30% d'augmentation et l'incorporation de 340 pesos, divisés en deux sommes de 10 et de 120, qui sont actuellement dans le salaire, mais pas dans celui de base. Les différents syndicats demandent que les jours de grèves soient payés, comme cela a été le cas dans les autres provinces, presque tout le pays, puisque 2007 a été une année de fortes revendications marquée par l'assassinat de Carlos Fuentealba, pendant une manif de profs.

Sur le plan national, le syndicat enseignant CTERA a obtenu une augmentation de 24 % mais un détail n'est pas publié, elle ne « concernera que 6 % de la profession. Un peu plus de 40.000 enseignants sur un total de 825.000, selon les chiffres du ministère de l'Éducation. Le reste du salaire des enseignants va dépendre des accords paritaires provinciaux, marqués par le poids des 250 [pesos] accordés sur le plan national. (Daniel Cadabón, "Mucho ruido y ninguna nuez", 25.02.08, dans *Hijos del Pueblo* n° 11, mars – avril 2008).

1 – 2 Piqueteros K à l'attaque: l'occupation du ministère du Développement de la province de Buenos Aires à La Plata le 19 décembre 2007 par une soixantaine de chômeurs – à coups de cocktail molotov et avec trois blessés chez les policiers et menace de faire sauter l'immeuble si les forces spéciales entraient en action - a montré que même achetés et manipulés par les gouvernements K, les piqueteros ne sont pas si dociles qu'ils en ont l'air. Au départ, on a une manifestation pour réclamer des aides pour les adolescents et des étrennes de Noël pour les chômeurs touchant 150 pesos – même montant depuis 2001 - alors que le salaire minimum était autour de 930 pesos (plutôt mille maintenant, avec toutes les augmentations de janvier 2008). Subitement se produit l'occupation musclée du Ministère en pleine manif. En comparant les données, on s'aperçoit que l'ex président Néstor Kirchner demandait quelques heures plus tard qu'il n'y ait pas "d'actions violentes de part et d'autre", en faisant allusion aux chômeurs et aux forces de sécurité. Une façon de dire que l'événement n'est pas grave. Comme Daniel Scioli, nouveau gouverneur de la province de Buenos Aires venait d'assumer son poste la veille, avec l'appui de nombreuses associations de piqueteros manipulées, on en déduit que c'est un rappel au bon souvenir des bailleurs de fonds. Plus exactement c'est une bagarre dans tous les sens du terme sur l'attribution des aides entre les différents groupes de chômeurs manipulés par les K.

1 – 3 Le syndicat contre les travailleurs du Casino flottant "Ils ne seront pas réembauchés [102 travailleurs] ... Toutes les demandes sont terminées", a déclaré Ariel Fassione, secrétaire général du syndicat des travailleurs de jeux de hasard (Aleara), dans une conférence de presse avec l'entreprise concessionnaire du casino flottant, face à l'accès d'une des embarcations. Belle façon de voir le syndicalisme ! Le syndicat justifie le patronat en sa présence. Simultanément les travailleurs licenciés faisaient une manifestation devant le ministère du Travail pour qu'il intervienne dans le conflit. « *Tant que le dernier camarade ne sera pas repris nous continuerons à camper devant le casino flottant [depuis le 20 XII 2007]* » a affirmé Gastón Platkwoski, un des délégués licenciés. « *On nous a virés parce que nous avons réclamé de meilleures conditions de travail. Sur 131 grossesse les huit derniers mois, un tiers a connu des complications à cause des conditions de travail* » (Página 12, 16.01.08). C'est le syndicalisme avec la base. Le conflit dure depuis mars 2007 et de forts intérêts financiers sont en jeu, le propriétaire étant un intime des K.

1 – 4 Flics contre cartoneros Le 30 décembre une cinquantaine de cartoneros (recycleurs d'ordures), des hommes, des femmes et des enfants, voulaient manifester sur la place de Mai contre la suppression du « tren blanco » le 28, un train délabré gratuit venant tôt le matin de localités

éloignés de l'Ouest de Buenos Aires et repartant le soir. Le jour même de la suppression, ils avaient présenté un recours en Justice contre la compagnie de chemin de fer (privée); reconnu valable par le tribunal. Mais la compagnie refusa d'appliquer le recours, alléguant que le tribunal n'est pas compétent. C'est, en effet, une décision du Secrétariat du transport de la ville de Buenos Aires (dominée par la droite depuis juin juillet 2007). La police a empêché cette manifestation (*Página 12*, 31.12.07), par contre fin février, elle a cogné pendant une manif sur les cartoneros et en a arrêtés quelques uns pour « résistance à l'autorité ». Le 28 février il y a eu une manifestations de profs avec slogan « *Pagá los sueldos, la puta que te parió/ pagá los sueldos, la puta que te parió. [Paie les salaires, putain de merde]* », accompagnée d'autres fonctionnaires, de chômeurs et de cartoneros. D'où d'autres slogans « *Ça suffit de réprimer les cartoneros et les chômeurs. Ça suffit de s'attaquer aux plus faibles* » et « *Je ne suis pas fonctionnaire, je ne suis pas délinquant/ pour les embauchés, un emploi permanent* ».

Le projet de Macri et de Michetti [chef du gouvernement de Buenos Aires et sa collaboratrice] est clair: "embellir" la "city" pour le tourisme et transformer en business tout ce qu'ils touchent. Dans ce tableau, il n'y a pas de place pour les cartoneros: "ils enlaidissent" la ville et contrôlent le recyclage des déchets; un travail dont ils subsistent. Pour le gouvernement [de Buenos Aires] c'est une affaire pouvant rapporter des millions et à ne pas laisser aux mains des "pauvres" et des "ignorants", enfants de ce pays. Hijos del Pueblo, o. c.

800 enfants dans la rue à Buenos Aires, selon des chiffres du nouveau gouvernement de la ville (*Página12*, 22.12.07). 82 % viennent de la banlieue. Plus de 400 collaborent avec leurs familles en recyclant les ordures et ne dorment pas dans la rue. Les deux tiers sont des garçons, presque la moitié a moins de 15 ans et le reste entre 15 et 18. Il y a trois ans, les calculs donnaient autour de 3000 enfants dans la rue, dont 570 sans domicile. [...] Sur 798 mineurs, 573 ou leurs parents ont répondu à un questionnaire. 23 % sont des mineurs entre 16 et 18 ans; 29 %, entre 13 et 15; 17 %, entre 10 et 12 ans; 2 %, entre 7 et 9; 10 %, entre 4 et 6 ans; et 10 % 3 ans ou moins. 67 % sont des garçons et 32 % des filles, 1 % n'a pas répondu. [...] 68 % des enfants vivent avec leur famille; 14 % vit "en alternance à la maison et dans la rue" et 14 % directement dans la rue. Pour 4 %, on n'a pas de données. Que faisaient les enfants quand les enquêteurs sont venus? 420 environ étaient en train de fouiller dans les ordures; unes soixantaine dormaient; 60 autres bavardaient, une petite cinquantaine jouaient, un peu moins demandaient une aumône, une trentaine « consommaient » de la drogue, une vingtaine faisaient de la "vente ambulante", uniquement dix "mangeaient" et une dizaine d'autres jonglaient [pour recevoir une aumône].

Les zones où il y a le plus d'enfants sont les rues Córdoba et Pueyrredón, avec 52 cas, les quartiers Chacarita, avec 60, et San Telmo, avec 57". [... Un plan de réinsertion est prévu par la ville de Buenos Aires]. En 2004, les autorités avaient calculé entre 2800 et 3000 enfants dans les rues, dont 570 sans attaches familiales. D'après Gabriela Cerruti, ex ministre des droits humains et sociaux de Buenos Aires, chaque enfant a été suivi [...] « *Cette année, quand nous avons abandonné notre gestion, la quantité d'enfants qui dormaient sur la voie publique avait baissé à 270.* » Quelle efficacité, cette ministre, au bout de quatre ans, dans une ville qui brasse des millions !

1 – 5 Gâchette facile « Le pire délit en Argentine, c'est d'être jeune et pauvre » (Indymedia 16.12.07). Depuis le retour de la démocratie, en 1983, les gouvernements élus "ont tués, torturé jusqu'à la mort ou massacré en prison et lors de mobilisations 2.334 personnes". La moitié des personnes assassinées avait moins de 25 ans et était pauvre. Dans 60 % des cas c'est la gâchette facile. 30 % sont mort en prison et dans des commissariats. Durant la présidence de Carlos Menem, entre 1995 et 2007, 51 militants et acteurs sociaux ont été assassinés par les balles de forces

répressives provinciales ou fédérales durant des marches et des mobilisations. Le gouvernement de Néstor Kirchner, depuis le début de son mandat en mai 2003 *“a tué 847 personnes par la gâchette facile, en prison et dans des commissariats”* Et maintenant pendant les 54 mois de son mandat on a une moyenne d’un mort et demi par jour.

Ce vendredi 14 décembre la Coordination contre la répression policière et institutionnelle (CORREPI) a présenté le dossier des cas de 2007, sur la place de Mai. *« [...] La Coordination, depuis 1996, présente des cas de personnes assassinées par les forces de sécurité de l’Etat en soulignant la continuité de la répression sur la population la plus vulnérable. Les archives concernent les cas impliquant la mort de la victime sont:*

-des faits concernant des homicides de la part de force répressive quand la victime ne présentait pas de dangerosité.

-des cas de gâchette facile où des affrontements ont été inventés pour masquer une exécution.

- Les morts par tirs occasionnés lors d’affrontement réels.

- Les morts dans des commissariats, des prisons, torture suivie de mort et disparitions. »

Le mois de décembre n’est pas inclus dans ces statistiques, car les données sont bouclées en novembre, mais elles figurent pour l’année suivante. *“Il est impossible de calculer le sombre chiffre de gâchette facile et de morts dans les prisons et les commissariats ou de torture... la répression a changé de forme pour s’adapter aux besoins du nouveau système politique. Après 1983 elle n’est plus déclarée et sélective, mais elle devient silencieuse, massive et sans répercussion publique. [...] Nous vivons dans un système d’exploitation et d’oppression qui, comme seul avenir, offre aux jeunes la drogue, la prison ou mourir torturé dans un commissariat ou par balle dans un quartier modeste. [...] En Argentine il existe une continuité de la répression, avec les gouvernements dictatoriaux ou pseudo démocratiques, qui utilisent la gâchette facile comme forme de contrôle sociale. C’est une façon de plus des gouvernements pour répandre la peur et la soumission.”*

Le taux le plus élevé d’assassinats, de la répression étatique, concerne les jeunes *“un grand pourcentage sont jeunes et pauvres qui doivent être disciplinés. C’est pour cela que la police les réprime, les poursuit, les torture et les tue impunément.”* Les membres des familles ont affirmé *“nous ne sommes pas des victimes en pleurs cherchant la solidarité, nous sommes des militants ayant appris de la pire façon à connaître nos ennemis et à distinguer les traîtres, lèche cul d’un gouvernement répressif et exploiteur... nous connaissons des membres des familles craintifs qui, comme ils occupent un petit emploi dépendant du gouvernement, ne disent rien contre l’Etat qui a tué leurs enfants...Nous ne négocions pas le sang de nos enfants pour une poignée de pièces.”*

L’acte a été suivi par Alberto Rodríguez frère de la veuve de Carlos Fuentealba [assassiné le 4 avril 2007 par un policier alors qu’il était responsable syndical d’une manif de profs en grève faisant un barrage routier] et membre de la COCAPRE (Coordination Carlos présent). Il y avait des membres des corps de délégués du Casino Flottant de la ville de Buenos Aires, de l’Hospital Francés [occupés depuis des mois par la gendarmerie], qui le matin même avait manifesté sur la place pour réclamer que le gouvernement retire la gendarmerie et que l’hôpital soit inclus dans le PAMI [équivalent de la SS] et étatisé. Le délégué Marcos Rynoso de la teinturerie industriel Pagoda de San Luis prit la parole et déclara *“il faut tenir tête au pacte social ”* en faisant allusion aux intentions de la nouvelle présidente de freiner les revendications syndicales et sociales. Il a en même temps dénoncé que 49 travailleurs ont été licenciés après la brutale répression policière qu’ils ont subie pour avoir demandé une augmentation de salaire.

Le discours final a été fait par Maria del Carmen Verdú y Espósito, au nom des avocat et des membres de la Correpi [...]”*Il y a quelques jours Néstor Kirchner a transmis son gouvernement à l’actuelle présidente, comme on le sait et on le voit dans la composition du nouveau cabinet ministériel, c’est la continuité d’une politique pro impérialiste et anti populaire. La politique répressive toujours dirigée contre les travailleurs et le peuple va continuer [...] le pire délit en Argentine c’est d’être jeune et pauvre. Nous pensons à CORREPI que la seule réponse possible contre les politiques de répression de l’Etat c’est l’organisation et la lutte. Nous sommes ici sur cette place pour réaffirmer qu’il ne s’agit pas de quelques policiers mais de toute l’institution.*”

1 – 6 Syndicalisme de combat contre les salariés Ça cogne sur la 60 (*Página12*, 01.03.08). Les employés de l’entreprise d’autobus Monsa –la ligne 60– [Microomnibus Norte S.A. - M.O.N.S.A. – qui gère les lignes 60, 503, 204 et 430] ont encore été agressés, les deux délégués syndicaux ont dûs se faire soigner dans un hôpital, et cette fois à la sortie de l’antenne des Liaisons professionnelles du ministère du Travail. Ils y avaient été convoqués par les fonctionnaires et par la direction de leur organisation syndicale, l’UTA, pour discuter la situation des 48 licenciés. Le 18 février lors d’une réunion syndicale sur un des centres de la ligne 204, une camionnette est arrivée sur le lieu avec des membres du syndicat. Tous armés, ils ont tirés. Un membre de la sécurité a été touché (une balle lui a frôlé le crâne). Juste après, 48 télégrammes de licenciement ont été envoyés à 48 employés. De plus, le fils d’un des délégués attaqués a été victime d’une tentative de vol et a reçu une balle dans une jambe. L’impunité total dont jouissent les agresseurs est évidemment un signal clair, que doivent contrer les Autorités, les organismes de droits de l’homme et toute la société. Curieux qu’il soit possible de se faire agresser juste à la sortie d’une dépendance du ministère du Travail!

1 – 7 Syndicalisme de combat dans la hiérarchie cégétiste (*Página12*, 15.03.08) Flores, arrêté pour l’assassinat de Beroiz, 71 ans trésorier [certainement un syndicaliste surdoué pour travailler encore à cet âge] du syndicat CGT des chauffeurs de camions [un des plus puissants du pays vu la disparition des transports, un des plus corrompus selon la rumeur publique] a reconnu avoir touché pour le crime vingt mille pesos pour tuer, par l’intermédiaire d’un avocat appelé Julio Jerez, très proche du syndicat des routiers, que le presenta deux autres syndicalistes qui lui ont donné la photo de sa victime, sa activité hebdomadaire, avec une description de la voiture dans laquelle il circulait. Hugo Moyano, le chef du syndicat des routier et bras droit des présidents K pour la paix sociale, s’est exprimé le 22 mars. Au départ, il avait parlé d’un problème d’insécurité maintenant il attend tous les éclaircissements. (*Página 12*, 23.03.08).

1 – 8 Emigration crucifixion (*Página 12*, 01.03.08 et également pour la photo). La croix du travail esclave a trois mètres de haut, un employé du textile de nationalité bolivienne s’y est



attaché pour dénoncer le fait que « *la majorité des marques bénéficiaires de Buenos Aires Fashion Week (BAFW) refusent d’être contrôlées par l’INTI afin de certifier que sur toute la chaîne de travail elles ne font pas usage du travail esclave et, en plus, elle ne donnent pas non plus d’informations sur quels ateliers font leurs articles* ». Sous le crucifié, un autre employé, également bolivien, travaille sans arrêt sur sa machine à coudre, en face du siège de la BAFW. Derrière eux, une immense affiche “*Buenos Aires; capitale du travail esclave*”. Ces dernières années, les entreprises Adidas, Puma, Lacoste, parmi 85 autres, ont été dénoncées, comme favorisant le travail esclave.

1 – 9 Jorge Julio López (premier disparu de la démocratie) 18 mois de disparition = merci à l'efficacité des présidents Kirchner ! De même on constate la disparition de l'entretien des tout-à-l'égout des faubourgs de Buenos Aires, avec des manifes contre les inondations à répétitions à Florencio Varela, à la Plata (13.03.08). Des cas de dénutrition chez des jeunes à Lanús (la municipalité a une bonne équipe de football, mais elle est moins efficace sur le plan santé), Roca Negra un espace autogéré est mis aux enchères. Tout va bien quand on a 50 milliards de \$ en poche !

2) Sacré pays



2 – 1 De « Notes de fin d'année » aux « insatiables » et aux piqueteros Benz ou 4 x 4 Eduardo Aliverti écrit dans son article (Apuntes de ciería, *Página12*, 31.12.07) *“Cette année est celle où on doit fêter la baisse de la pauvreté [avec les chiffres truqués des K] et se demander si la distribution entre les riches et les pauvres est intacte ou pire. Cette année est celle où les plus grandes entreprises agricoles ont a nouveau pleuré sur tout ce qu'on leur retient. Comme elles se lamentent depuis qu'elles existent, sauf en périodes dictatoriales. Elles jouissent du moment*

le plus faste de leur histoire et elles pleurent. Cette année est celle où, en dépit de tous les « mais » qu'on voudra, l'avancée dans les jugements des répresseurs a continué. Von Wernich, Patti, auparavant Etchecolatz. Beaucoup d'autres. Le meilleur pays du monde, sur ce plan [le bougre rêve drôlement]. Cette année est celle où on a redécouvert que des milliers et des milliers de Tobas vivent dans des conditions dignes de l'Afrique, et c'est l'année où la mort de certains d'entre eux a de nouveau disparu des médias le lendemain de cette annonce. [et de la tête des gouvernants, s'ils ont une fois pensé aux Tobas et autres peuples originaires autrement que pour les réprimer ...] Cette année est celle qui finit avec un gouvernement qui assume que la crise énergétique est sévère – à court, moyen et à long terme – après avoir affirmé jusqu'à l'épuisement que rien n'était grave. Maintenant il faut avancer sa montre et changer les ampoules et faire que l'air conditionné ne dépasse pas 24 degrés et que les banques de l'Etat donnent des crédits pour stimuler la production de ces appareils. [...] Cette année est celle qui a confirmé la troisième disparition de López. La première sous la dictature, la deuxième en démocratie et la troisième dans la prise en compte journalistique et sociale. [Des classes moyennes...]

“Les insatiables” fait allusion aux nouveaux blocage des routes des « piqueteros Benz », c'est-à-dire des contestataires millionnaires en voitures de millionnaires (*Página 12*, 17.03.08) « [...] *Les réserves du Banco Central ont atteint le record historique de 50 milliards de dollars, l'économie a crû en janvier plus vite qu'en Chine et le taux de chômage [à la sauce des Kirchner] est le moins élevé depuis 15 ans. Quelque chose ne tourne pas rond. [...] Les grands groupes de la bourgeoisie ont été les principaux bénéficiaires du populisme péroniste qu'ils insultaient. Le péronisme veilla sur leurs intérêts, encore que pas autant que les grands groupes le désiraient car, répétons-le, le capital n'est jamais satisfait et ne comprend pas en général les nécessités politiques (tout au contraire des pays “centraux”, qui déchargent leurs coups de griffes sur les nations sous développées). Examinons le problème: Perón représentait les intérêts du capitalisme, il était conservateur, mais malgré cela les grands groupes de droite finirent par le renverser. En gardant à l'esprit toutes les différences, le Kirchnérisme fait face aujourd'hui aux mêmes adversaires, réels et symboliques, que les péronistes ont combattu à chaque fois qu'ils allaient vers la gauche.*

Comprenons-nous bien: vers la gauche signifie, ni plus ni moins, que montrer une vague intention de distribution de la richesse et de la mettre modestement en place. Si les K veulent approfondir ou toucher certaines des contradictions des intérêts de classe qu'ils représentent, pour le bien de ce qu'ils appellent "le capitalisme national", ils devraient foncer sur les adversaires "internes". Mais la garantie pour cela est la confiance populaire et l'incorporation au processus productif de nombreux et de nouveaux acteurs, et cesser de pousser quelques hauts cris sur qui a la ... la plus longue. Le risque existe que les K perdent le pain et la tarte: sans être ni conservateurs, ni à gauche. C'est cette donnée qui a fait chuter Perón. Les temps ont changé, naturellement. Mais pas les insatiables.

Actuellement le pays connaît de nouveaux piqueteros en Mercedes Benz et en 4 x4 dans leur majorité, accompagnés de quelques petits paysans. Ce sont les grands propriétaires agricoles qui protestent contre de nouvelles retenus sur leurs exportations de soja, de viandes et de céréales. Les prix mondiaux sont excellent pour eux et comme le montre Aliverti, c'est leur insatiabilité qui les lancent à combattre pour quelques sous en comparaison de leur profit.

2 – 2 Pauvreté et incapacité parentale dans la province de Corrientes, dans le nord, un tribunal a ordonné que deux fillettes adoptées soient restituées à leurs parents et que le gouvernement de la province applique « *un plan d'assistance intégral immédiat aux mineures et à leur famille biologique* » [les parents vivent avec 400 pesos par mois et un troisième enfant]. Une juge pour enfants avait décrété – il y a trois ans – de les confier à une famille d'adoption à cause du dénuement de la famille biologique, une de deux fillettes avait des symptômes de dénutrition de troisième degré. (*Página 12*, 06.03.08) La nouvelle décision judiciaire est fondée sur le fait que « *l'injustice sociale provenant de la pauvreté ne peut être punie et sanctionnée par l'Etat et son pouvoir judiciaire* ». Une bonne analyse, sans doute une goutte d'eau dans l'océan, mais qui fera sans doute réfléchir des juristes pas complètement pourris. Les économistes se rappelleront que le pays a – cette semaine – presque cinquante milliard de \$ dans ses coffres (*Página 12*, 09.02.08, article d'Alfredo Zaiat et l'économie maintient un rythme de croissance de près de 8,5 %, *Página12*, 21.12.07). Une similitude de plus entre le néo libéralisme et le socialisme réel: le développement économique ne concerne pas les travailleurs et les citoyens ordinaires, ils peuvent gueuler en sourdine, ils savent que s'ils manifestent trop, ils seront cassés, incarcérés ou tués.

2 - 3“ Des balles perdues, affaires privées et affaires publiques ” par Fernando “Pino” Solanas (*Cinéaste, ex candidat à la présidence de la république pour “ Projet Sud ” - représentant d'un groupe de défense du pétrole argentin et des matières premières-*) *Página 12*, 20.01.08. *Le premier mois du gouvernement de Cristina Kirchner a été marqué par deux faits graves pour le pays que nous avons dénoncé à Projet Sud durant la campagne électorale: l'achat de 25 % des actions d'YPF [Entreprise argentine du Pétrole, en grande partie propriété de la multinationale espagnole Repsol] par le banquier privé de la province de Santa Cruz [province des Kirchner], Enrique Eskenazi, avec l'accord et le suivi des Kirchner et le lancement du mega projet du “train balle [le TGV français Train à grande vitesse]. Ce sont des mesures avec des conséquences stratégiques pour le futur de l'Argentine qui méritent un vaste et un profond débat national. Le Gouvernement a écarté le Congrès et les directions politiques – et même une partie de l'opposition– regardent d'un autre côté comme s'il s'agissait de quelque chose de peu d'importance. Les deux cas démontrent les choix néo libéraux et privés du parti en place. La reprivatisation d'une partie d'YPF au bénéfice de la “bourgeoisie nationale” liée au couple présidentiel est un scandale, alors que le pays a des réserves publiques suffisantes pour se réapproprier toute l'entreprise au bénéfice de la Nation. La société “Petersen Energía”, capable en théorie et qui aurait permis une “argentinisation” du pétrole, est une légende étant donnée qu'elle n'existe pas en Argentine et qu'il a été enregistré à Madrid en août 2007. [...] C'est une*

nouvelle fois des affaires privées avec les richesses et les biens publics, comme c'est le cas avec le partage des concessions minières dans les provinces alliées au Kirchnérisme. Des centaines de gisements sont données chaque jour à des sociétés formées par des amis du Pouvoir, qui à leur tour les cèdent à des multinationales.

Quant à ce qu'on appelle le "train balle", ou le TGV français, l'annonce du contrat ressemble à une plaisanterie de mauvais goût alors que les voyageurs sont à l'abandon et sans réponses à leur question dans les gares et les aéroports. S'ils réussissent à voyager, c'est comme du bétail dans des wagons de chemin de fer incapables de circuler à plus de 50 km à l'heure. Les Kirchner accentuent la destruction du système ferroviaire argentin commencée avec Menem, au moyen de concessions où l'État paye tous les salaires, les accidents, les pièces de rechange et les frais de fonctionnement. Le secteur privé - sans courir aucun risque - est le seul bénéficiaire de la répartition millionnaire de l'affaire des chemins de fer. Aujourd'hui le système ferroviaire coûte aux Argentins trois fois plus que lorsque les trains appartenaient à l'Etat et que nous avons 36.000 kilomètres de voie et 95.000 employés. Maintenant nous conservons à peine 8.000 km et 14.000 salariés. On dit que "le train balle" va nous coûter 3.600 milliards de dollars et que 90 % est fourni par la Société Générale. Nous allons nous endetter, une fois de plus, dans une œuvre pharaonique dont on ne sait jamais le prix qu'elle va atteindre une fois terminée. Il suffit de rappeler les cas des usines d'eau lourde, à Arroyito, la centrale thermo électrique Atucha II, toujours en construction, ou Yacyretá, qui a fini par revenir dix fois plus cher que ce qui avait été prévu au départ, et les travaux continuent. Le train balle n'a fonctionné que dans des pays situés en Europe – pas même aux Etats-Unis. – parce que parmi ses nombreuses conditions, il faut des développements technologiques parallèles. La tentative de l'implanter en Egypte s'est soldée par un échec fort cher.

Il ne s'agit pas seulement des coûts de fabrication, ni du prix élevé du billet pour les voyageurs de la classe moyenne et du parcours Buenos Aires-Rosario-Córdoba: ce projet nous lie à la technologie de pointe française et confirme le renoncement du gouvernement de reconstruire l'industrie ferroviaire nationale. On exportait en Amérique Latine et maintenant elle peut s'avérer être un des leviers de la reconstruction de centaines de milliers de postes de travail. Les ingénieurs et les spécialistes argentins démontrent sans conteste que, avec ce que l'on dépense aujourd'hui et ce qu'on compte déboursier, il est possible de refaire un système ferroviaire redonnant aux populations de l'intérieur et aux économies régionales un train sûr et confortable circulant à 120 km/heure. Le chemin de fer n'est pas uniquement un moyen de transport, c'est une culture de la communication et un instrument fondamental de l'intégration nationale. Il faut promouvoir le débat et exiger la participation du parlement: l'abandon est telle que l'Argentine ne dispose pas d'une loi nationales sur les transports. Nous avons besoin de récupérer les ressources naturelles stratégiques et de répondre à la crise dramatique du transport, vécue actuellement. Un pays de 4 mille kilomètres de long, avec une base agricole, 40 millions d'habitants, sans pétrole et sans chemin de fer n'est pas viable. Il serait impossible d'amener les moissons aux ports. Le débat entre le public et le privé demeure: l'expérience des dernières années démontre que les privatisations, en plus des nuisances pour les usagers, ont été et sont toujours un vol.

2 – 4 Province de La Pampa: veto contre une loi régulant les avortements non condamnables par la loi Le gouverneur Oscar Jorge considère la norme comme "anticonstitutionnelle". Le texte, adopté par la Chambre provinciale des députés en novembre 2007, a entraîné de fortes critiques des groupes catholiques locaux. Le gouverneur a donc opposé son veto, sous prétexte de norme « anticonstitutionnelle ».

On peut remarquer au passage que le fédéralisme argentin fonctionne sur mesure pour un système oligarchique. Un gouverneur a un droit supérieur à celui des élus. Une province peut décider de traiter directement avec des compagnies étrangères (le cas de Chubut). Le gouvernement central ne peut que s'allier à des gouverneurs ou jouer de ses groupes politiques pour renverser ceux qui le gênent (K avec Juárez à Santiago del Estero en 2004-2005).

Quant à la loi en question, présentée par le législateur socialiste Adrián Peppino, elle établissait un protocole réglant la conduite des médecins [sous entendu cathos à fond la caisse et refusant d'intervenir) en cas de grossesses mettant en danger la santé de la mère, grossesses suite à un viol d'une femme « idiote ou démente ». Donc une loi parfaitement en accord avec la législation rétrograde de l'Espagne actuelle où l'Opus Dei a toujours un poids effarant.

2 – 5 “L’avortement, une affaire de politique criminel ou de politique sanitaire ? A propos des déclarations de la ministre de la Santé du gouvernement national (*Página 12*, 26.12.07). La ministre Graciela Ocaña considère, dans un reportage de *Página 12*, que le problème de l'avortement est “un sujet de politique criminelle” qui ne dépend pas de son ministère. La présidente Cristina a vraiment fait le bon choix ... pour l'Opus Dei !

–Écoutez, la définition claire a été donnée par la présidente (Note de la Rédaction, elle a répété dans nos colonnes être opposée à la dépénalisation de l'avortement) Nous désirons réaliser d'un coté le souhait de notre présidente. De l'autre, nous allons appliquer la loi qui établit clairement dans quel cas l'avortement n'est pas condamnable, un risque pour la vie de la mère ou en cas de viol d'une femme handicapée. A dire vrai, il me semble qu'il s'agit de - je crois- politique criminelle, ce n'est pas un sujet concernant mon ministère, je crois que c'est une discussion que la société abordera et entamera. J'ai une opinion personnelle, mais aujourd'hui je ne pense pas selon ma position de femme ou comme dirigeante politique, mais d'après la fonction que je remplis.

–Quelle est votre opinion?

–Si j'en parle... ce... mais j'en ai bien une.

–L'idée que la présidente est contre la dépénalisation de l'avortement signifie-t-elle que pendant les quatre prochaines années ce sujet ne va pas être posé comme politique législative du gouvernement?

–Je ne peux parler de politique législative, car les législateurs présentent et à vrai dire ...

3) Mémoire historique et assassinats récents

3 – 1 la Justice italienne demande l'arrestation de 140 répresseurs impliqués dans le plan Condor Il s'agit de la tactique d'arrestation et d'assassinats ciblés de la CIA dans les années en liaison plus qu'étroite avec les dictatures du Chili, du Brésil, d'Uruguay, du Paraguay, d'Argentine et de la Bolivie. 25 Italiens ont été assassinés par le plan Condor et 61 Argentins sont dans la liste dont Videla et Massera (*Página 12*, 26.12.07). Un oubli, les membres de la CIA, Kissinger, le général français Aussaresses, etc.

Autre oubli, la liste de répresseurs argentins accusés de crimes de franco-argentins et de deux religieuses françaises, soigneusement préparée par un juge français. Le président Sarkozy préfère avoir un ex tortionnaire argentin comme conseiller ! (voir plus loin)

3 – 2 Les génocidaires ne vont pas aller en prison avec les droits communs (*Página 12*, 22.12.07). Dans la province de Córdoba la juge Graciela López de Filoñuk avait demandé en février 2007 que 40 personnes détenues pour atteinte aux droits de l'homme [actuellement dans des dépendances du Troisième corps d'armée et de la police provinciale] soient transférées dans des prisons pour droits communs. La Chambre d'appel a refusé cette demande, en argumentant qu'il faut "*respecter l'exercice correct du droit à la défense d'un imputé détenu*". Première déduction, les types en taule ne peuvent se défendre « correctement » ; la deuxième, il est bien connu que les membres de cette chambre sont de la droite sympathisant avec la dictature.

3 – 3 Febres, un assassin assassiné par ses collègues En tant qu'un des responsables de la surveillance de l'ESMA – Escuela Superior Mecánica de la Armada (ayant un établissement scolaire de formation d'officiers et également un camp de concentration clandestin où il y eut environ 5.500 personnes) -, Febres était responsable des accouchements dans un hôpital militaire de Buenos Aires des détenues enceintes – liquidées ensuite – et par voie de conséquences du sort des bébés et de leur envois dans des familles chrétiennes, de droite et, parfois, de membres des forces de répression. C'était logique car le général Videla, responsable putschiste et chef de la junte dictatoriale quelques années durant, alléguait, et continue de le faire, la défense de la civilisation chrétienne, dont l'armée est un pilier.

Febres était jugé pour des délits de lèse humanité, et le jugement devait être rendu le lendemain de son assassinat.. Voici un épisode d'anthologie, et dans le même temps un exemple du quotidien de la détention domiciliaire dans la démocratie des Kirchner (et des présidents précédents).

La logique de l'enquête sur la mort du répresseur Héctor Febres amène aux constatations que les officiers de la police maritime Angel Volpi et Rubén Iglesias sont inculpés. Ils étaient chargés de la surveillance de Febres, et l'empoisonnement n'a pu se produire sans leur participation. Volpi a partagé le dernier dîner de Febres, où il est presque sûr que le cyanure a été versé. Iglesias était le responsable de tout le détachement et donc, des irrégularités incroyables lors de la détention. Le mobile du crime, selon les enquêteurs, aurait été de faire taire Febres, puisque son ordinateur personnel contient des textes où il signifierait son intention de parler, en particulier de la question de l'appropriation des bébés. La juge Arroyo se fonde sur la quantité de cyanure absorbé, supérieur au maximum des instruments de détection des médecins légistes. En outre, il n'y a pas de traces d'éléments indiquant que Febres s'est suicidé, ni d'indices de changement de caractères signalé par ses proches et sa famille.

Les irrégularités insolites de la captivité de Febres – avec chauffeur pour que son épouse visite son mari, fasse ses courses, avec employé de maison, deux lignes téléphoniques, un portable, télévision, internet -. Il pouvait utiliser les salles du centre de la police maritime, pour des fêtes de famille, baptême des petit-fils ou les soixante ans de son épouse, qui restait parfois dormir, ses amis restaient pour jouer aux cartes jusqu'au petit matin, et personne ne s'inscrivait sur le registre des visites Il est très difficile de déterminer la façon dont le cyanure a été introduit. De plus la juge a constaté que des objets manquaient à partir de photos de la police et d'un film de la police maritime tourné au moment de la découverte du corps. La police de la Marine, comme l'épouse et la fille de Febres ont tenté de faire croire à une mort naturelle suite à une maladie. Les premiers résultats de l'analyse ADN du sperme trouvé dans l'anus de Febres donnent deux groupes sanguins distincts, montrant un rapport sexuel récent avant la mort *Página12*, 03.01.08, (Raúl Kollmann). La

suite a montré que Febres était très lié avec un de ses gardes, de la police maritime, comme lui-même et sans doute son empoisonneur.

Adriana Meyer revient sur l'affaire, *Página 12*, 29.01.08, "Le gouvernement soupçonne la Marine d'avoir été au courant des privilèges de Febres". Une des premières déclarations de Febres lors d'une première arrestation en décembre 1998, pour séquestration systématique de mineurs, a été de dire « *Je dois passer mes vacances comme prisonnier alors que les chefs sont chez eux.* » Selon la juge Arroyo, Febres "*se débattait entre dévoiler des informations sensibles sur la responsabilité du personnel de la Marine ou bien respecter le sens de l'appartenance et de la fidélité aux Forces armées, en choisissant le silence*". Il semble que la Marine ait été la complice de la police maritime pour éviter que Febres ne parle, d'où une permission de vacances en famille à la base navale d'Azul 2003, 2004 et 2005. Une conséquence est que le ministre de la Marine a dû être au courant. A ce propos, un autre cas est révélateur, d'après Nora Veiras, *Página 12*, 27.01.08, « Un répresseur de la Marine est toujours en fonction ». Le contre amiral en retraite Roberto Pertusio apparaît comme conseiller du chef de la Marine au Centre d'études stratégiques. Il a été arrêté en novembre 2006 pour participation à des crimes contre l'humanité et il est en arrestation domiciliaire.

3 – 4 Massacre de Trelew et compagnie, service d'assesseurs juridiques militaires pour militaires assassins (*Página 12*, 02.03.08) En 1972 plusieurs membres de groupes guérillero montonero et PRT (parti trotskiste) furent froidement assassinés dans une prison militaire de la Marine. Le procès vient de recommencer (!) et un des accusés le capitaine Poggi a reconnu *avoir convoqué tous les impliqués au ministère de la Marine pour les informer de la ré ouverture du procès.* [donc en 2007] *Poggi a dit sous serment à la Justice de la province de Chubut qu'il avait des entretiens par le canal de son institution avec tous les accusés de "délits de droits humains" (sic).* Le quotidien émet l'hypothèse que cette "solidarité" envers les accusés existerait aussi dans l'armée de Terre par le biais de la Direction de Bien être (quelle humour !). Et la même source rappelle de nombreux cas similaires. Bravo pour la présidente K, elle observe sans agir, tout comme son mari, depuis 2003. Apparemment, ils ne lisent pas le quotidien qu'ils financent !

Toujours la même source, infatigable, notait le 11 février 2008 que le colonel en retraite Aldo Alvarez, en fuite et accusé de crimes contre l'humanité comme chef du contre espionnage dans le V corps d'armée à Bahía Blanca, contrôle dans les coulisses une agence privée de sécurité, au nom de son gendre. On constate l'immense difficulté pour la police de dépister le personnage ou bien sa totale complicité avec les génocidaires en cavale ! De nombreux autres cas sont cités.

3– 5 – Génocidaires hier, fonctionnaires aujourd'hui [de l'Argentine à la France] (d'après Prensa De Frente, 10.03.08). On constate le double discours de la politique des droits humains du gouvernement avec la désignation d'ex répresseurs dans des provinces acquises aux K, par les gouverneurs Juan Manuel Urtubey à Salta, et Walter Barrionuevo à Jujuy. Juan Manuel Urtubey a désigné comme ministre de la Sécurité Jorge Amado Skaf, spécialiste comme flic de 1976 à 1980. Ce personnage a été identifié et accusé par des ex détenus. Jujuy n'est pas moins touchée. Walter Barrionuevo a nommé Sergio Jenefes (ex fonctionnaire important de la dictature) au Tribunal Supremo de Justicia d'où les protestations de l'association Membres des familles des disparus et de HIJOS. Et avec le même humour que dans la province de Salta, le nouveau directeur de la Sécurité citoyenne dans la capitale San Salvador de Jujuy est Morales (ex chauffeur et garde du corps du colonel Carlos Néstor Bulacio, chef d'un commando d'arrestation dans la lutte anti terroriste en 1975, sans parler de ses activités ultérieures).

Rappelons que la presse argentine s'est fait l'écho ce mois-ci des agissements d'ex-flics et de génocidaires, comme conseillers de Sarkozy. Mario Alfredo Sandoval, professeur de sciences politiques à Paris 3 –semble-t-il- et membre du Conseil sur la Défense de Sarkozy, ex-membre actif dans un centre clandestin dans l'école de police Ramón Falcón, à Florencio Varela, et également ailleurs et des para-militaires en Colombie. C'est très bien, mais la presse aurait pu demander l'inculpation et l'extradition du général Aussarres et aussi, faire une campagne sur les cas cités plus haut par la presse militante de gauche!

3 – 6 Avec la bénédiction de la Bonaerense [police de Buenos Aires] ou bonne formation, bonne réaction (Página 12, 04.03.08) Deux policiers – un homme et une femme - de San Nicolás accusés de la torture de la noyade sur deux mineurs, après les avoir passés à tabac, en les accusant de résistance à l'autorité policière et de vol de cartes de téléphones [chacune valant 10 pesos] et d'un porte-monnaie contenant 29,55 pesos. Arrêtés dans le quartier de Flores dans Buenos Aires, les mineurs ont été « noyés » à San Nicolás, soit à quelques dizaines de km. Tous les flics sont formés par d'ex-tortionnaires de la dictature militaire et ont la gâchette facile: bonne formation, bonne réaction.

3 – 7 Un viol lésant tous les droits ou comment parler de femmes en passant sous silence le génocide des Argentins toba essayant de survivre contre le pseudo modèle démocratique (Página 12, 08.03.08). L'Argentine doit répondre devant le Comité de Droits de l'homme de la ONU parce qu'elle n'a pas respecté la Justice dans un cas de viol. « Une enfant aborigène violée et discriminée ensuite par l'Etat. Les accusés ont été acquittés lors d'un procès entaché de préjugés racistes et sexistes » [les juges ont astucieusement indiqués "qu'on ne doit pas confondre le viol avec la violence propre à un acte sexuel"; Ignace de Loyola n'aurait pas mieux pensé dans le jésuitisme]. *L.N.P. a aujourd'hui 20 ans. Elle vend des paniers avec sa mère dans le village Son père vit de petits boulots. Lorsque ses agresseurs [trois blancs de la localité] ont été libérés, après leur acquittement, L.N.P. a interrompu sa scolarité. Elle venait d'avoir 15 ans au moment du viol, elle est tombée dans un état de tristesse, elle a cessé de voir ses amis et amis. C'est en 2007, trois ans après l'humiliation et la discrimination reçues de la Justice, qu'elle a repris ses études. Elle l'a fait à la suite du soutien envers elle et sa famille des membres de Insgenar et de CLADES [Institut de genre, droit et développement (Insgenar), de Rosario, Comité d'Amérique latine et des Caraïbes pour la Défense des droits de la femme (Cladem).] Ces organismes lui ont proposé de présenter son cas à l'ONU. Ce le premier effet positif de la plainte internationale, souligne Susana Chiarotti, de Insgenar. "L.N.P. a dû continuer à vivre dans un village où une bonne partie des membres de l'autorité publique sont membres des familles des violeurs ; où tous les habitants discutaient de sa sexualité et de son honnêteté, du fait de visiter d'une assistante sociale les interrogeant sur sa vie affective et ses expériences sexuelles. Pour résumer, il n'y a pas eu d'enquêtes, on a laissé des preuves dans l'ombre, la victime a été interrogée et la violence sexuelle subie est demeurée impunie.* » (Página 12, 10.03.08, Mariana Carbajal). « Pour les ONG comme plaignantes, l'Etat argentin n'a pas rempli ses engagements internationaux. Il a berné les droits de L. N. P. en tant qu'adolescente [...]. C'est pourquoi, ces ONG ont demandé au Comité des droits de l'homme de l'ONU d'établir la responsabilité internationale de l'Etat argentin » en lui ordonnant des réparations pour L. N. P., une révision de « la législation nationale pour éliminer tout vestige discriminatoire de la loi pénale qui règle les cas de viol. » (Página 12, 10.03.08).

Une preuve de plus que la majorité des juges argentins sont corrompue et étrangers à la notion d'équité. Et que font les multiples fonctionnaires employés des ministères des droits de

l'homme de la province et de l'Etat ? Que font les organismes privés des droits humains ? Pourquoi isoler ce cas de la situation des Tobas et notamment des femmes mortes de dénutrition en juillet et en août 2007 ?

Le même quotidien a publié en janvier 2008 un dialogue avec un anthropologue argentin sur les Tobas. Pedro Wright explique que la création d'écoles avec un enseignement en castillan dans des zones de langue guarani (celle des tobas ou qoms) entraîne la désertion scolaire. De plus, les codes sont différents (lever la main, regarder le professeur), le niveau de pauvreté ne permet pas aux parents d'acheter le matériel scolaire. « *Et se pose la question de quelles connaissances transmettre et comment. Les jeunes indigènes, par exemple, ont une énorme pratique de la flore et de la faune parce qu'ils sont habitués au travail manuel, à l'art, l'écologie, la botanique, la zoologie.* » Dans la domaine de la médecine, les Tobas savent assez bien quels spécialistes consulter selon leurs besoins « *Si le chaman leur dit que cela concerne l'hôpital, ils vont à l'hôpital, sans aucun problème. C'est une question pratique. [...] Pour les Tobas la maladie est un fait social: quelqu'un m'a fait du mal ou j'ai fait du mal.* » Si quelqu'un indique avant de mourir que le mal vient de telle personne, « *on ne doute pas de la véracité, et on a l'obligation morale de venger cette mort.* » D'où des incompréhensions avec la police argentine (demande d'intervention de Tobas contre une sorcière qui tuaient des gens, mais la sorcellerie n'est pas un délit).

On constate qu'au bout de presque 200 ans d'indépendance (2010 sera une occasion pour la présidente K de vanter les mérites du pays), l'intégration des peuples originaires est assez proche de zéro.

3 – 8 "La communauté juive en Argentine durant la dernière dictature militaire" se base sur un travail fait dans le cadre de la Chaire d'Histoire argentine du professeur Fortunato Mallimaci, pour la carrière de sociologie de l'université de Buenos Aires. *Le choix du sujet repose sur trois raisons presque évidentes: la communauté juive argentine est la diaspora la plus grande de toute l'Amérique Latine, et parmi les 30.000 disparus nous trouvons 2.000 militants juifs. A partir de là, nous nous sommes intéressées à rechercher la façon dont ces événements ont influencé les rapports entre la communauté et les institutions juives; en particulier, de quelles manières elles ont réagi face à ces faits. Et également, en complément, nous avons voulu connaître l'attitude du gouvernement d'Israël envers le gouvernement de fait pendant cette période.* Svitlana Matus et Valeria Tania Villalba, étudiantes. [...] *Nous pouvons avancer dès à présent que le comportement des institutions juives dans le cadre historique du coup d'état militaire fut et continue à être un sujet durement critiqué vu leur passivité et leur silence complice vis-à-vis des politiques de répression. [...] Etant donné la réalité qu'ont dû vivre des millions d'Argentins, dont beaucoup étaient juifs, nous nous sommes posées des questions sur la contradiction entre le martyre de ces deux mille juifs et cette poignée de main entre le rabbin Shlomó Benhamú et Videla, durant une "réunion cordiale et très claire". Plus précisément nous demandons quel rôle ont joué les institutions juives en Argentine dans "l'éradication de la violence"? [...]*

Pour connaître la dynamique de la lutte que les membres des familles des disparus ont entrepris durant le régime, nous nous sommes adressées à Herman Schiller, journaliste et fondateur de l'hebdomadaire "Nueva Presencia" (1977) et du Mouvement juif pour les droits de l'homme (MJDH, 1982 avec le rabbin Marshall Meyer), auteur du livre "Momentos de luchas populares" (2005) et de nombreux articles, animateur du programme "Leña al fuego" à Radio de la Ciudad. "Je suis Argentin, juif et marxiste", Herman Schiller répète sa définition dans son livre. Et d'ajouter, pour marquer ses différences avec ce qu'il appelle "le judaïsme officiel": "Pour moi les disparus sont mes camarades de lutte. En revanche, pour le judaïsme officiel, surtout pour les

secteurs dirigeants, les disparus étaient des terroristes qui étaient opposés à leur cause. Pour moi tous les disparus juifs, qui ont donné leur vie, et même s'ils ne le savaient pas ou disaient le contraire, étaient mille fois plus près des utopies de justice sociale des anciens prophètes d'Israël que les bourgeois corrompus qui ont toujours été à la tête des institutions juives. Les disparus, dans leur grande majorité, étaient des militants populaires cherchant une réponse à leurs inquiétudes sociales en dehors du judaïsme, parce que ces réponses jamais ils n'avaient pu les trouver dans le climat réactionnaire du cadre juif". [...]

D'après Schiller la nécessité de la direction juive d'être "*condescendants envers le pouvoir en place*", poussa les organismes dirigeants de la communauté à dissoudre la Jeunesse sioniste socialiste (JSS), une fédération de mouvements de jeunes juifs de gauche qui, à l'extérieur, participait assidûment dans la rue avec des organismes non juifs (par exemple, en étant présent avec une colonne nombreuse dans la gigantesque mobilisation de refus du putsch de Pinochet) et, en interne, elle avait joué un rôle très critique de la politique menée par les dirigeants. [...] "*En 1983-explique-t-il, lorsque la dictature était en phase de retrait, un policier répresseur, Peregrino Fernández, confia à deux intellectuels argentins (Vicente Zito Lema et Eduardo Luis Duhalde, actuel secrétaire des Droits de l'homme du gouvernement de Kirchner) certains des aspects les plus sinistres de la répression. Entre autres choses, il signala que le premier conseiller de l'ambassade d'Israël à Buenos Aires pendant le gouvernement militaire, Herzl Invar, donnait "des instructions antisubversives" aux répresseurs. Quand cette information fut rendue publique, les membres des familles de disparus juifs s'adressèrent à l'ambassade d'Israël pour qu'elle confirme ou rectifie l'affirmation du policier. Il n'y eut jamais de réponse*". Un autre fait à souligner est la vente d'armes au régime militaire par Israël: "*En 1999, quand j'ai témoigné devant le juge Garzón, le parti Meretz (socialiste) d'Israël m'a invité à participer à diverses activités dans ce pays pour transmettre mes expériences et mes opinions. Lorsque j'ai parlé à l'université juive de Jerusalem, l'ex conseiller de l'ambassade israélienne à Buenos Aires Alex Ben Tzvi, a essayé de diminuer l'effet de mes accusations en répondant qu'il ne faut pas exagérer le problème de la vente d'armes israéliennes aux militaires, parce que, après tout, durant ces années là, Israël a vendu à l'Argentine uniquement 13 % des besoins en armement des Argentins. [...] Ce fut -souligne Schiller- du moins pour moi, la première fois qu'un fonctionnaire israélien admettait publiquement qu'Israël avait été un des fournisseurs de matériels militaires de la dictature*". Et de continuer: "*Une mère juive, Renée Epelbaum, qui avait ses trois fils disparus, forgea une phrase souvent répétée ensuite par d'autres mères: Je ne voudrais pas que mes enfants juifs aient été tués par des armes israéliennes*". [...] En 2001 une Commission interministérielle fut créée, sur la question des disparus juifs en Argentine, surtout pour répondre à la demande du docteur Marcos Wainstein et d'une dizaine d'autres personnes. Le rapport émis par la Commission fut qualifié de "*tiède et de décevant, car il n'inclut presque rien sur ce que nous attendions, et tout y est tout à fait neutre*". Le docteur Mauricio Brodsky, père de Fernando, disparu, conclut que la question fondamentale est l'absence d'autocritique sur la conduite de l'Etat d'Israël et de son ambassade en Argentine durant la dictature. "*Nous et d'autres familles juives nous avons alors frappé à la porte de l'ambassade et nous avons toujours été éconduits*". [...]

Fin août 2005, le MJDH a refusé le prix que lui accordait la DAIA [les institutions juives] pour son travail de défense des libertés pendant la dictature militaire. Resels [du MJDH] a appuyé son refus de cette distinction en indiquant la déclaration comme publicité payée dans la presse et signée par la DAIA, l'AMIA [mutuelle juive] et l'OSA sous le régime dictatorial accusant le MJDH de favoriser l'antisémitisme puisqu'il manifestait avec les Mères de la place de Mai [mères de subversifs selon les répresseurs]. Le rabbin Marshall Meyer, Timerman [un journaliste expulsé par la dictature en Israël], le journaliste Herman Schiller, entre autres, étaient les premiers d'une liste composée par les membres des familles des disparus qui ont sans relâche critiqué la passivité démontrée pendant la dernière dictature militaire par les institutions représentant la communauté

juive en Argentine. En fait, ces paroles de reproche sur la passivité et le silence n'ont pas trouvé d'interlocuteur prêt à y répondre sous la responsabilité d'une institution [juive].

En cherchant d'autres informations, on trouve en espagnol en août 2003 une traduction d'une interview de deux jeunes historiens israéliens Abital Afel et Yafat Bajraj dans le journal *Maariv*. Il s'agit visiblement d'un bon coup de badigeon d'une façade couverte d'excréments. « *Des armes contre des juifs ? [...] On note qu'il y avait un consensus [des politiciens] sur la politique existante: passer sous silence toute discussion publique en Israël pour ne pas léser les rapports entre les deux pays fondés sur la vente d'armes afin de créer un meilleur canal de communication avec la junte pour sauver la plus grande partie des juifs. Personne ne remet en question cette politique sauf les députés Iosi Sarid et Meir Pail.* » Peu efficace cette politique puisqu'il y aurait 300 juifs argentins sortis du pays par l'ambassade d'Israël et 1.900 disparus. De plus un détail manque, Israël devait vendre des armes parce que les USA l'imposaient. Pour compenser la doctrine du président Carter sur les droits de l'homme, c'était l'Afrique du Sud et Israël qui vendaient aux dictatures. D'après Raúl Kollmann (*Página 12*, 31.08.05) l'enseignement public israélien aborderait la question du rôle peu glorieux d'Israël vis à vis des juifs argentins. Les concepteurs de programme ont du pain sur la planche s'ils doivent revoir le sionisme et ses manipulations depuis les années 1920 !



(Photo, *Página 12*, 22.03.08 ; sans indiquer que c'est la manifestation de condamnation du putsch du 24 mars 2005)